

**Suivis de la comparution des fonctionnaires de PCH et de la ministre des Sports devant le Comité permanent du Patrimoine canadien (CHPC) dans le cadre de l'étude sur l'implication de Hockey Canada dans une affaire d'allégations d'agressions sexuelles commises en 2018
le 26 juillet 2022**

**Follow-ups from the appearance of the Officials from PCH and the Minister of Sport before the Standing Committee on Canadian Heritage as part of the study on Hockey Canada's Involvement in Alleged Sexual Assaults Committed in 2018
July 26, 2022**

Suivi #1

Échange en comité / Exchange in Committee	Réponse du ministère du Patrimoine canadien / Response from the Department of Canadian Heritage
<p>Andréanne Larouche (BQ): Encore une fois, en 2018, dans les jours qui ont suivi l'incident, Tom Renney de Hockey Canada a affirmé avoir avisé Sport Canada des allégations qui visaient les joueurs de l'équipe nationale de hockey junior de 2017-2018. De son côté, la ministre des Sports, Pascale St-Onge, a affirmé qu'elle avait été informée pour la première fois le 24 mai 2022 des allégations sexuelles visant des joueurs de l'édition 2017-2018. Les allégations ont été faites en 2017-2018. Vous dites que le ministère a été au courant, mais la ministre nous dit qu'elle a été informée seulement le 24 mai 2022. Qu'est-ce que cela nous dit au sujet de la transmission des informations et de la réaction de la part de votre ministère?</p> <p>Tout à l'heure, madame Mondou, vous avez parlé de la question du code déontologique. Ce n'était pas une exigence pour le financement. Comme on l'a dit, vous</p>	<p>L'existence du Fonds national d'actions a été notée dans l'analyse des états financiers vérifiés de l'organisation. La description du Fonds fournie dans les états est la suivante :</p> <p><i>“Le solde du fonds national d'actions a été accumulé en guise de précaution contre des décisions qui pourraient être rendues contre l'organisation à la suite de demandes de règlement en cours ou éventuelles. L'organisation conteste actuellement des poursuites judiciaires découlant d'accidents et de blessures survenus lors d'activités de hockey sanctionnées. Une provision a été établie pour l'ensemble des règlements estimatifs, des franchises et des honoraires professionnels liés à ces poursuites.”</i> -Hockey Canada États financiers</p>

dites avoir resserré les exigences et vouloir plus de règles et plus de sécurité dans le sport. Malgré ce que vous saviez, cela a pris seulement la divulgation publique qu'on a vu le printemps dernier en mai ou en juin pour que finalement la ministre agisse et décide de couper le financement. Chez moi, j'ai entre autres un entraîneur de hockey qui est un de celui qui est sorti pour dire que, comme parent, quand on sait tout ce qu'on sait dans la chronologie de l'événement...

Mme Isabelle Mondou: J'ai d'abord quelques éléments à vous donner concernant votre question précédente. Je pense que vous avez tout à fait raison de dire que les faits allégués sont absolument horribles. C'est comme cela que nous les ressentons à Sport Canada, et c'est pour cela que, depuis 2018, les mesures ont été prises. Ensuite, je voudrais revenir sur la rapidité des choses. Nous voudrions évidemment que ce soit toujours plus rapide. Cela ne semble peut-être pas l'être, mais des gros morceaux systémiques n'existaient à l'époque, notamment le cas et la tierce partie qui sont en place, et ce, mis en place depuis 2018. J'en viens à votre question quant aux faits.

Ceux qui ont été révélés en 2018 sont qu'une enquête de police était en cours. Sport Canada n'a évidemment pas les moyens et n'a pas le rôle d'enquêter sur ce qui se passe avec l'enquête de police. Nous nous attendons à ce que les organismes nous tiennent au courant. Dans les rapports annuels, ils sont censés le faire. Cependant, il y a un nouvel élément, parce que la ministre a

The existence of the National Equity Fund was noted through the analysis of the organization's audited financial statements. The description of the Fund provided in the statements is as follows:

"The National Equity Fund balance has been accumulated as a precaution against judgments that may be made against the organization as a result of current or future claims. The organization is currently involved in defending legal actions resulting from accidents and injuries involved in sanctioned hockey activities. A provision has been made for all settlements, deductibles and professional fees related to these actions." -Hockey Canada Financial Statements

récemment appris une chose. Hockey Canada nous a récemment communiqué, c'est-à-dire le 24 mai, qu'il y avait eu d'autres développements, pour lesquels nous n'étions pas au courant. Il y a notamment eu un règlement en cours et que l'enquête de police avait été arrêtée. Hockey Canada ne nous en avait pas fait part avant le 24 mai. C'était donc nouveau pour Sport Canada. Sport Canada savait qu'une enquête de police était en cours et, comme vous le savez, les enquêtes de police peuvent parfois prendre quelques années. Ce n'était donc pas nécessairement, surprenant pour Sport Canada que l'enquête était toujours en cours, mais, ce qui nous a surpris, c'est que nous n'avons pas aucunement eu vent des développements depuis.

Andréanne Larouche: Vous avez parlé du fonds apparemment réservé pour aller en justice en cas d'agressions sexuelles. Vous avez dit du fonds que vous n'étiez pas au courant qu'il n'y avait pas de spécificités là-dessus dans ce que vous regardiez. Cependant, si on regarde les états financiers, à ce sujet, vous n'avez rien noté à ce sujet qui clarifiait ce point.

Mme Isabelle Mondou: Cela nous fera plaisir de vous donner le texte exact que nous avons vu dans les rapports annuels. Cela faisait vraiment référence à un fonds. Au hockey, il y a parfois des blessures, et cela faisait référence à un fonds d'indemnisation, s'il y avait des poursuites relatives aux blessures liées au hockey, ce qui est, selon nous, tout à fait raisonnable. C'est ce que nous avons vu dans le rapport annuel. Il n'était

aucunement question d'allégations sexuelles ou quoi que ce soit. Cela nous fera plaisir de partager avec vous le texte que nous avons dans les rapports annuels.

Andréanne Larouche(BQ): In 2018, in the days following the incident, Tom Renney of Hockey Canada said he notified Sport Canada of the allegations against players on the 2017-18 National Junior Hockey Team. For her part, the Minister of Sport, Pascale St-Onge, stated that she was first informed on May 24, 2022 of sexual allegations against players in the 2017-18 roster. The allegations were made in 2017-18. You say the department was made aware of this. However, the minister tells us that she was only informed on May 24, 2022. What does this tell us about the flow of information within your department and its response?

Earlier, Ms. Mondou, you talked about the code of ethics and the fact that it was not a requirement for funding. You say that you have tightened requirements and that you want more rules and safety in sport. However, despite what you knew, it took public disclosure of the incident last spring, in May or June, for the minister to finally act and decide to suspend funding. What about parents' sense of security? In my riding, there is a hockey coach who is one of those who raised his voice to express the parents' concern after learning about the incident and the timeline of the event.

Ms. Isabelle Mondou: First, I'm going to pick up on a few things from your previous question. You are quite right that the allegations are absolutely horrific. That's how we feel about them at Sport Canada, and that's why action was taken in 2018. Next, I would like to come back to how quickly things are moving. Of course, we would always like to see things move more quickly. It may not seem like it, but there have been major additions to the complaint mechanism, including the improved the code of conduct and the establishment of an independent complaint mechanism since 2018.

I come to your question about the facts. According to those revealed in 2018, a police investigation was under way. Sport Canada does not have the means to investigate the progress of the police investigation and that is not its role. We expect organizations to keep us informed of developments, which are supposed to be included in annual reports. However, the minister recently became aware of a new development. Hockey Canada told Sport Canada on May 24 that there were other developments that we were not aware of. There was an out-of-court settlement and the termination of the police investigation. Hockey Canada didn't tell us until May 24. So it was new to Sport Canada. Sport Canada was aware of an ongoing police investigation. Police investigations can sometimes take a few years, so it was not surprising to Sport Canada that the investigation was still ongoing. What surprised us, however, is that we have not heard anything since.

Andréanne Larouche: You mentioned the fund apparently set aside for sexual assault lawsuits. You said that you were not aware that this fund had specifics related to sexual assault. However, based on the financial statements, you did not note anything about this that clarified this point.

Ms. Isabelle Mondou: We will be happy to provide you with the exact text in the annual report. It does mention a compensation fund. There are sometimes injuries in hockey. The legislation in question refers to a compensation fund for hockey-related injury lawsuits. In our view, this is entirely reasonable. This is what we saw in the annual report. There was no mention of sexual allegations or anything else. We will be happy to send you the text in question.

Suivi #2

Échange en comité / Exchange in Committee	Réponse du ministère du Patrimoine canadien / Response from the Department of Canadian Heritage
<p>M. Peter Julian (NPD) : Merci beaucoup, madame la présidente. J'ai personnellement de plus en plus l'impression que Sport Canada a failli à sa tâche de protéger les athlètes et d'autres victimes. Je vais dire que les gens sont de plus en plus frustrés et que le public canadien perd confiance de plus en plus. Monsieur Ruest, vous avez tout à l'heure dit que le bureau du ministre avait probablement été informé, une fois que les allégations d'agressions sexuelles collectives avaient été fournies à Sport Canada. Dans le bureau du ministre, qui a été informé?</p> <p>M. Michel Ruest: Je n'ai pas la réponse à cette question. Madame la présidente, la façon de rapporter à Sport Canada est la suivante: elle se fait de l'agent au directeur général, et des statistiques sont fournies au niveau supérieur. Je ne peux pas alors spéculer sur des discussions qui auraient eu lieu sur ce plan.</p> <p>M. Peter Julian: Cependant, quelle personne en a connaissance? Qui devrait-on convoquer au Comité pour répondre à cette question? Qui devrait savoir quelle personne a informé le bureau du ministre?</p> <p>Mme Isabelle Mondou: À l'époque, je n'étais pas là, mais du témoignage de mon collègue, je comprends est la chose suivante. Ce que je comprends, c'est que ce qui a été communiqué au bureau de la ministre, ce sont les</p>	<p>Les renseignements divulgués par Hockey Canada à Sport Canada le 26 juin, 2018, étaient les suivants : <i>Le 19 juin, Hockey Canada a organisé un tournoi de golf et un gala pour son équipe nationale junior masculine de hockey. Une agression sexuelle présumée s'est produite après la partie de golf de l'événement. Elle implique un membre de l'équipe nationale junior. Hockey Canada a signalé l'incident à la police de London. Hockey Canada a retenu les services d'un avocat externe. Hockey Canada a demandé à un avocat d'impliquer une tierce partie. La victime a fréquenté un centre d'aide aux victimes de viol. Hockey a offert du support à la victime.</i></p> <p>Les allégations ont été signalées au gestionnaire par intérim des programmes de Sport Canada, qui a confirmé que l'affaire avait été renvoyée à la fois à un tiers indépendant pour enquête et aux autorités compétentes – en l'occurrence, la police. Le gestionnaire par intérim a alors alerté le directeur des programmes. Le sous-ministre adjoint responsable de Sport Canada a ensuite été informé que Hockey Canada avait divulgué une agression sexuelle présumée, que l'incident avait été signalé à la police et qu'un tiers avait été engagé.</p> <p>En juillet 2018 il y a eu une transition au cabinet de la ministre et le sous-ministre adjoint de l'époque a breffé le cabinet, en août 2018, sur l'approche qui serait utilisée pour les informer des cas d'abus, d'harcèlement et de violence.</p>

données sur le nombre de cas qui avaient été signalés, et pas nécessairement les détails de ces cas. C'est ce que j'ai compris du témoignage de mon collègue.

Mr. Peter Julian: Il a dit que probablement que le bureau du ministre a été informé. Ce serait bon de savoir qui en a été informé. Si vous n'êtes pas capable de répondre à ces questions aujourd'hui, je pense que le Comité aimerait avoir les réponses dans les prochains jours.

Mr. Peter Julian (NDP): Thank you, Madam Chair. More and more, I'm getting the feeling that Sport Canada failed in its duty to protect athletes and other victims. I have to say, people's frustration is growing, and Canadians are losing confidence in the organization. Mr. Ruest, you said earlier that staff at the office of the Minister of Sport were probably notified once Sport Canada was made aware of the allegations of gang sexual assault. Who at the minister's office was notified?

Mr. Michel Ruest: I don't know the answer to that. At Sport Canada, the disclosure process is as follows: the analyst informs the director general, and statistics are provided to those in high-level positions. I can't speculate as to what discussions may have taken place.

Mr. Peter Julian: Who should the committee call to answer that question? Who should know which person notified staff at the minister's office?

The information disclosed by Hockey Canada to Sport Canada on June 26, 2018, was the following: *On June 19th, Hockey Canada held a golf and gala for their national junior men's hockey team. Alleged sexual assault happened after the golf portion of the event. Involves member of the national junior team. Hockey Canada reported the incident to London Police. Hockey Canada has contracted outside counsel. Hockey Canada has asked counsel to involve a third party company. Victim has attended a rape crisis centre. Hockey has offered counselling to the victim.*

The allegations were reported to the Sport Canada Programs acting manager, who confirmed that the matter was referred both to an independent third party to investigate and to the competent authorities – in this case, the police. The acting manager then alerted the Director of Programs. The Assistant Deputy Minister responsible for Sport Canada was then informed that Hockey Canada had disclosed an alleged sexual assault, that the incident was reported to the police and that a third party had been engaged.

In July 2018 there was a transition in the Minister's office and the then Assistant Deputy Minister briefed the office, in August 2018, on the approach that would be used to inform them of cases of abuse, harassment and violence.

Ms. Isabelle Mondou: That was before my time, but my understanding from my colleague's remarks is this. What I understand is that what was communicated to the minister's office was the data about the number of cases that had been reported, not necessarily the specifics of the cases. That's my understanding from my colleague's testimony.

Mr. Peter Julian: He said that staff at the minister's office were probably notified. It would be helpful to know who was notified. If you aren't able to answer these questions now, the committee would like the answers in the next few days.

Suivi #3

Échange en comité / Exchange in Committee	Réponse du ministère du Patrimoine canadien / Response from the Department of Canadian Heritage
<p>M. Sébastien Lemire (BQ): Merci, madame la présidente. Je pense que ce temps aurait dû être imputé aux libéraux. Il y aurait pu y avoir un moment où le temps de parole était partagé. Ceci dit, je voudrais vous entendre à savoir si Hockey Canada a adhéré au BCIS. Vous venez de nous répondre que non, mais quelle communication avez-vous eue avec eux? Est-ce indirectement par la lettre qu'ils ont envoyée aux médias ou avez-vous reçu une confirmation d'intention plus directe à l'égard de l'adhésion au BCIS?</p> <p>M. Michel Ruest: Hockey Canada a confirmé avec nous son intention de devenir signataire, mais nous n'avons pas établi d'échéancier pour la mise en œuvre de cette condition.</p> <p>M. Sébastien Lemire: Est que Hockey Canada vous rendent des comptes sur les transferts d'argent qu'ils font à leurs partenaires lors de la conduite d'événements internationaux, par exemple?</p> <p>M. Michel Ruest: Les rapports financiers que nous recevons sont relatifs au financement qui est octroyé à l'organisation et les budgets qui y sont associés. Je ne sais pas à quel transfert vous faites allusion, mais habituellement, on voit les revenus et dépenses reliés à un événement.</p>	<p>Dans le contexte de l'examen des conditions de reddition de compte énoncées dans l'accord de contribution avec Sport Canada et de l'analyse subséquente des états financiers vérifiés de Hockey Canada, il n'y a aucune indication que des fonds publics reçus de Sport Canada ont été transférés à la Ligue canadienne de hockey.</p> <p>***</p> <p>In the context of the review of reporting conditions set out in the contribution agreement with Sport Canada and the subsequent analysis of Hockey Canada's audited financial statements, there is no indication that public funds received from Sport Canada were transferred to the Canadian Hockey League.</p>

M. Sébastien Lemire: Êtes-vous capable de vérifier si des fonds publics ont pu être transférés dans le compte de la Ligue canadienne de Hockey, par exemple?

M. Michel Ruest: Je ne peux pas répondre à cette question en ce moment, madame la présidente. Je n'ai pas cette information. M.

La présidente: Pourriez-vous nous faire parvenir ces enseignements, s'il vous plaît?

M. Michel Ruest: C'est noté, madame la présidente

Mr. Sébastien Lemire (BQ): Thank you, Madam Chair. I think that time should have gone to the Liberals, and the speaking time could have been given to someone else. Nevertheless, I'd like to know whether Hockey Canada has signed on to the program administered by the OSIC. Mr. Ruest, you just said that Hockey Canada had not signed on, but how did you find that out? Was it through the organization's open letter that appeared in the media, or did Hockey Canada officials inform you more directly of the organization's plans to sign on to the program administered by the OSIC?

Mr. Michel Ruest: Hockey Canada officials gave us confirmation that the organization planned to become a signatory. The issue now is implementation, but no time frame has been set.

Mr. Sébastien Lemire: Do Hockey Canada officials notify you when they transfer money to partners for the purposes of international events?

Mr. Michel Ruest: The financial reports we receive pertain to the organization's funding and how that money is allocated. I'm not sure which transfers you're referring to, but the financial reports usually lay out event revenues and expenditures.

Mr. Sébastien Lemire: Can you tell whether public funds were transferred to the Canadian Hockey League's account?

Mr. Michel Ruest: I can't answer that. I don't have that information with me.

The Chair: Could you send us that information, please?

Mr. Michel Ruest: I've taken note of it, Madam Chair.

Suivi #4

Échange en comité / Exchange in Committee	Réponse du ministère du Patrimoine canadien / Response from the Department of Canadian Heritage
<p>M. Peter Julian: Je vous remercie, madame la présidente. Combien d'organisations sportives nationales, au cours des 25 dernières années — c'est-à-dire depuis que nous avons mis en œuvre des politiques pour contrer les agressions sexuelles — ont vu leur financement suspendu, en date de la fin de l'année dernière?</p> <p>M. Michel Ruest: Je n'ai pas la réponse à cette question.</p> <p>M. Peter Julian: Pourriez-vous faire parvenir ces renseignements au Comité, s'il vous plaît?</p> <p>M. Michel Ruest: Oui, je le ferai.</p> <p>***</p> <p>Mr. Peter Julian (NPD): Thank you, Madam Chair. How many national sports organizations over the last 25 years—since we were putting in place these policies to counter sexual abuse—have seen their funding suspended, up until the end of last year?</p> <p>M. Michel Ruest: I don't have that information.</p> <p>Mr. Peter Julian: Could you please provide that to the committee?</p>	<p>Veillez consulter l'annexe A</p> <p>***</p> <p>Please see Annex A</p>

Mr. Michel Ruest: Yes	
------------------------------	--

Suivi #5

Échange en comité / Exchange in Committee	Réponse du ministère du Patrimoine canadien / Response from the Department of Canadian Heritage
<p>M. Peter Julian: Merci, madame la présidente. J'ai deux questions à vous poser, madame la ministre. Tout d'abord, vous avez été tenue dans l'ignorance. Après être devenue ministre, vous n'avez pas été informée par Sport Canada de ces graves allégations. Avez-vous demandé au personnel de Sport Canada de vous tenir informée de chaque allégation d'activité criminelle? Je parle d'agressions et de violences sexuelles. Avez-vous demandé que l'on vous tienne informée chaque fois que de tels cas sont signalés? Ma deuxième question porte sur le fonds national d'équité. Savez-vous combien de ces organisations sportives nationales ont mis en place un financement pour indemniser les victimes au lieu de créer toutes les mesures nécessaires pour prévenir toute nouvelle victime? Combien de ces 60 organisations l'ont fait?</p> <p>L'hon. Pascale St-Onge: J'ai demandé à Sport Canada d'être désormais informée des signalements. Je n'ai pas l'information sur le nombre d'organismes sportifs qui auraient un tel fonds de fonctionnement. Je ne sais pas si vous avez cette information.</p> <p>M. Peter Julian: Si vous ne disposez pas de ces renseignements, pouvez-vous les fournir?</p>	<p>Selon les renseignements que le Ministère a reçus des organismes, seul Hockey Canada a un fonds de compensation.</p> <p>***</p> <p>Based on the information the Department has received from organizations, only Hockey Canada has a compensation fund.</p>

Mme Isabelle Mondou: Nous pouvons assurément nous engager à fournir ces renseignements.

Mr. Peter Julian (NPD): Thank you, Madame Chair. I have two questions to you, Madame la ministre. First off, you were kept in the dark. After you became minister, you were not informed by Sports Canada about these serious allegations. Have you directed staff at Sports Canada to keep you informed any time there are allegations of criminal activity? I'm talking about sexual assault, sexual abuse. Have you directed now to be informed when those cases come forward? My second question is around the national equity fund. Are you aware of how many of these national sports organizations have actually put in place funding to compensate victims rather than putting in place every measure to prevent further victims? How many of the 60 organizations have that?

L'hon. Pascale St-Onge: I have asked Sport Canada to keep me informed of cases reported from now on. I have no information about the number of sports organizations that might have this kind of operating fund. I don't know whether you have that information.

Mr. Peter Julian: If you don't have that information, could you furnish it?

Ms. Isabelle Mondou: We can undertake to provide this information, for sure